

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 12 Février 2021

Date d'affichage : 12 Février 2021

OBJET :	Convention Ville / Département du Nord Utilisation des salles de sport municipales par les élèves du collège (saison 2020-2021)
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit février, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents :

Michel VENIAT,	Alexandra PULLIAT,	Romain MERVILLE,
Régine GUILAIN,	Francis WOJTOWICZ,	Rossana CARLIER,
André CROMBEZ,	Danielle CHOTEAU,	Daniel TISON,
Catherine ESTAQUET,	Dominique JOHN,	Brigitte DUBOIS,
Jean- Luc BALASSE,	Bénédicte GOSSE,	Yves PETIT,
Patrick ZIATKOWSKI,	Florence CARBOULET,	Régis FASSART,
Laurence SALVA,	Guillaume LECARPENTIER,	Emmanuelle EGELE,
Séga SOUMARE,	Mathilde LARGILLET,	Sami JOURNET,
Michelle BLEUSE,	Thomas OMIETANSKI,	Julien FRANQUET,
Caroline VARLET		

Absents ayant donné pouvoir :

Me BOUDRY a donné procuration à Mr MERVILLE
Mr BRAHMA a donné procuration à Me CARLIER R.
Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr FASSART
Me CARLIER V. a donné procuration à Mr VENIAT

Absents : Mr NOULIN

Secrétaire de séance : Me CARBOULET

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	28		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	28 + 4 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

Le Conseil Départemental du Nord a adopté, en sa séance du 14 décembre 2020, la délibération relative au financement de l'utilisation des salles de sport municipales par les collèges au titre de l'année scolaire 2020/2021. Cette délibération donne la possibilité aux collèges, si leurs propres installations sportives couvertes ne le leur permettent pas, d'utiliser des salles de sport appartenant aux communes.

Depuis 1987 le Département du Nord finançait cette mise à disposition de salles communales par une subvention accordée à la commune, sur la foi des déclarations faites par le collège et les services de la ville du nombre d'heures d'utilisation annuelle de ces salles.

Désormais les subventions sont versées directement aux collèges, aussi il nous appartient d'évaluer le coût de la location à partir d'une occupation effective des locaux qui seront mis à disposition du collège LITTRE, et ce pour l'année scolaire 2020-2021.

Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités et particulièrement les articles L. 2131-11 et L. 2311-7 ;

Considérant les crédits qui seront prévus au Budget Primitif de la commune au titre de l'année 2021 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la ville de DOUCHY-LES-MINES et le collège LITTRE qui sera établie afin de définir les modalités de mise à disposition au profit du collège LITTRE des salles de sport propriété de la Commune pour l'année scolaire

Envoyé en préfecture le 25/02/2021

Reçu en préfecture le 25/02/2021

Affiché le

2021.02.18-D-12

SLO

ID : 059-215901794-20210218-2021_02_18_D_12-DE

2020-.2021 (salles de sport Gustave ANSART
DOJO de la salle Raymond DOILLE).

La redevance due pour cette mise à disposition des salles de sport communales, payable en un seul versement annuel, est fixée à un montant de 21.622 € calculé par le Département au taux horaire de 13 € (tarif horaire revalorisé et porté exceptionnellement à 13 € - délibération DE/2020/279 du 28 septembre 2020 en raison de la crise sanitaire résultant de l'épidémie de Covid-19), pour une occupation d'utilisation effective évaluée à hauteur de 2076 H hors heures UNSS.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.